



Projet GRAM- Kivu

« VOS ARMES ONT ASSEZ FAIT DE VICTIMES »

**Le Gouvernement de la R D Congo ne doit pas se limiter à des déclarations
d'intentions politiques**



Juillet 2006

« VOS ARMES ONT ASSEZ FAIT DES VICTIMES »

“ L'on estime à environ 650 millions le nombre d'armes légères en circulation dans le monde aujourd'hui et près de 60% de ces armes sont entre les mains de personnes privées, ... ”.

« Ces armes ont fait et continuent à faire des victimes à travers le monde ».

Introduction

La R D Congo, spécialement à l'Est, compte des millions de victimes de guerres causées par la prolifération des armes légères et de petits calibres. Des millions de morts directs, et d'autres millions indirects.

Cette guerre qui a commencé à l'Est du pays avec l'arrivée des réfugiés rwandais en 1994 après le génocide dans leur pays au cours duquel plus de 800.000 personnes ont été systématiquement tuées. Selon un rapport publié par International Rescue Committee (IRC) en mai 2000, affirme que plus de 200.000 congolais ont été tués violemment entre 2000 et 2003 et plus de 90 % d'entre eux était des victimes des armes légères.

Depuis 1998 des centaines de mille sont morts et entre l'année 1998 et 2000 presque la moitié était des femmes et des enfants.

Et d'autres affirment qu'entre 2003 et avril 2004, près de 600.000 morts en R D Congo comme résultats indirect de l'instabilité et de conflits.

Cette situation a eu des conséquences fâcheuses dans cette partie du pays voisine du Rwanda et de l'Ouganda.

Et quand en 1996 et en 1998, les pays voisins dont le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi décidèrent d'armer et de soutenir militairement les rebellions en R D Congo, les conflits ont pris de l'ampleur et ont augmenté de plus en plus le nombre de victimes.

Jusqu'aujourd'hui, la violence ne cesse d'augmenter à l'Est du pays en dépit des accords de cessation des hostilités signés à Lusaka en août 1999, à Pretoria en juillet 2002, à Luanda en septembre 2002, à Sun City en 2003 et à la mise en place du gouvernement de transition en Juin 2003.

Les armes ont circulé de manière désordonnée et ont proliféré à l'Est de la R D Congo. Toutes les parties en conflits ont été approvisionnées en armes et munitions sans contrôle par les pays voisins, notamment la Rwanda, l'Ouganda, et d'autres comme le Soudan, l'ex-URSS et l'Europe de l'Est..

Ces armes sont tombées entre les mains irresponsables et ont été à la base des violations massives des droits humains et ont en plus de cela attisé les conflits.

Les provinces de l'Est de la R D Congo ont connu la situation la plus catastrophique qui puisse exister depuis les guerres à cause de l'augmentation des conflits et de la recrudescence de la violence chaque jour.

Personne n'a été épargnée lors de ces événements malheureux. Pendant que les hommes sont tués, les femmes et les enfants se déplacent et subissent les conséquences des affrontements entre les belligérants.

« En outre, [ici] l'expérience de la violence armée est fortement sexospécifique. Alors que les hommes sont les tout premiers à en être victimes, les femmes sont majoritairement vulnérables à d'autres types de traumatisme, comme les violences sexuelles sous la menace des armes ».

« C'est comme l'a récemment indiqué le Small Arms Survey, la majorité des décès par armes légères à travers le monde ne résulte pas de conflits collectifs, mais de la violence criminelle entre les personnes, de l'utilisation abusive et des suicides » cité par Peter Batchelor du PNUD.

ACTEURS AYANT ATTISÉ LES CONFLITS ET LA VIOLENCE EN R D CONGO

La destabilisation des organes de la transition et l'exploitation illégale des richesses naturelles et du sous-sol comme objectif des uns et des autres.

Comme dit ci-haut, **les pays voisins (Le Rwanda et l'Ouganda)** ont fortement armé et soutenu les rebellions qui ont été très actives à l'Est de la R D Congo, et ce malgré les déclarations de leur non participation dans les conflits en R D Congo.

Et d'ailleurs certains rapports ne cessent de soutenir encore la continuité de cette activité via des milices et militaires insurgés encore en activité en Ituri, au Nord et au Sud- Kivu.

* Le Rwanda

Les derniers affrontements en mai et juin 2004 à Bukavu au Sud- Kivu sous la conduite des militaires insurgés, le Lieutenant colonel Jules Mutebutsi et le General Laurent Nkundabatware, ainsi que la bataille de Kanyabayongwa au Nord- Kivu en décembre 2004 au cours duquel des soldats de l'armée nationale congolaise (*Forces Armées de la République Démocratique du Congo, FARDC*), ont attaqué et tué une centaine au moins de civils et violé des dizaines de femmes et de filles lors de combats livrés. « Les soldats des deux côtés de cette ligne de fracture ont délibérément attaqué, exécuté et violé des civils lors de divers incidents dans toute la province ».

L'implication du Rwanda lors de ces combats a été très visible par l'appui que recevaient ces deux militaires insurgés. Malgré que ces derniers soient réclamés par le gouvernement de la R D Congo pour qu'ils soient transférés devant la justice, ils continuent à courir et à agir.

* L'Ouganda

Même l'Ouganda continuaient à nier sa présence en R D Congo, mais les informations démontrent qu'il a continué à soutenir d'une manière ou d'une autre des groupes armés.

Des mouvements des approvisionnements en armes et munitions ont été effectués en provenance de l'Ouganda vers les zones de conflits en Ituri en Province Orientale.

Un rapport souligne qu'en date du 24 juillet 2004, les groupes rebelles basés à l'Est de la R D Congo ont reçu les équipements militaires : armes, munitions, matériels de communication, uniformes, bottes, médicaments, équipements médicaux d'urgence).

Une question à se poser ? *Ou sont passées alors toutes ces armes disséminées dans la province orientale de la R D Congo ?* Certes, elles ont fait de nombreuses victimes et commis des violations graves de droits humains (des milliers de personnes déplacées, réfugiées en Ouganda, des morts et blessés,...).

En plus de cela, le Mouvement des Révolutionnaires Congolais (MRC), mouvement créée en refuge en Ouganda par certains chefs de milices actifs en Ituri après avoir été chassé par les forces onusiennes et les Forces Armées de la R D Congo (FARDC), continue à recevoir de l'appui du gouvernement ougandais. Selon la presse ougandaise, citée par la Monuc, ces seigneurs de guerre ont fait l'objet d'un accueil chaleureux de la part des autorités ougandaises.

Plusieurs jeunes ougandais sont au service de leur pays en tant qu'informateur sont en Ituri avec comme tâche bien définie d'évaluer l'aptitude de MRC sur le terrain avant le soutien direct, selon une source en Ouganda.

Certains responsables et chefs de milices ont été arrêtés en Ouganda en février 2006 par le gouvernement Ougandais, mais n'ont pas été transférés en R D Congo, malgré l'appel lancé par les autorités de la R D Congo.

*** Les rebelles Hutus Réfugiés rwandais et FDLR**

Les rebelles hutus rwandais encore actifs à l'Est du pays sont responsables des très graves violations des droits humains à cause des armes qu'ils détiennent illégalement. Elles constituent pour eux un moyen de survie et d'occupation des territoires et villages à l'intérieur des Provinces du Nord et du Sud- Kivu. Ils font la loi et exploitent les richesses du sol et du sous – sol pour s'en approvisionner en armes et munitions.

Ils sont à la base des plusieurs morts, de viols, de pillages, des déplacés et de destructions méchantes enregistrés chaque jour dans les territoires de Walungu, Bunyakiri, Kabare, Kalehe, Mwenga, Shabunda,...en Province du Sud- Kivu et Nord- Kivu.

Une question fondamentale qui se pose : *Ou s'approvisionnent- ils en armes ?*

*** Les responsables politiques, militaires et les civils congolais**

Il a été remarqué que les militaires, les officiers, les hommes d'affaires et les personnes non identifiées sont également impliquées dans la vente d'armes en RDC. Avec la prolifération des armes légères et de petits calibres dans la région, elles sont tombées entre les mains irresponsables et ont plongé la population dans la souffrance indescriptible (Insécurité, assassinat, meurtres et opérations des bandes armées,...).

L'on se souviendra en février 2004 les autorités de la 10eme région militaire ont trouve des caches d'armes qui se trouvaient entre les mains des autorités provinciales et militaires du Sud- Kivu, officiers militaires, cadres et membres du Rassemblement

Congolais pour la Démocratie (RCD- Goma). L'on ne connaît pas la destination de ces armes récupérées.

Lors des affrontements dans la ville de Bukavu, en mai 2004, la présence des armes entre l'île d'Idjwi et Nyabibwe, Kalehe, Kabonde, Kajutshu, Kakondo, non loin de l'hôpital FOMULAC de Katana; les munitions et armes stockées à Ceya chez le Mwami Sangara, à Kalungu et à Numbi dans les concessions de Serufuli, Azarias Ruberwa, Bizimana Karaha et Moise Nyarugabo », selon le rapport de l'Ong BOR. « On sait qu'il y a eu des armes découvertes et saisies chez Xavier Chiribanya, ex- Gouverneur de la province du Sud- Kivu, chez le colonel Joseph Kasongo, chez le colonel Ruhirombere dans la concession SOMINKI, chez Kayonga Abas Dada, ex-Chef de Division des Mines; au plafond de la Résidence de l'ex- Médecin Inspecteur Provincial, Dr Runyambo Nyabuhanga; dans d'autres cachettes comme à Mbobero dans l'ancienne résidence de feu le Commandant Anselme Masasu et chez Mabele, le grand frère de Xavier Chiribanya » précise le rapport.

Dernièrement à cause de la recrudescence de la violence, des tueries par les hommes en armes dans la ville de Bukavu, la population a manifesté son ras- le – bol.

Au mois de Mars 2006, 11 personnes ont été tuées dans 10 jours, et du 03 au 08 avril 2006, l'on a enregistré 5 morts ; alors que le Président de la République venait d'y installer son quartier général.

En Avril 2006, lors du bouclage initié par les FARDC dans une commune de la ville de Bukavu, l'opération s'est soldée par la récupération des armes, munitions et autres objets militaires entre les mains des militaires en service, militaires démobilisés de l'armée et des civils (8 militaires actifs des FARDC et 6 démobilisés dont un Major nommé Kenzo Kenyata chez qui, on a retrouvé 2 chargeurs, 2 fusils lance-roquettes, 4 tenues militaires et 4 paires de bottines).

Ceci montre à suffisance combien le pays est en danger et la population en insécurité. Mais aussi l'on ne connaît pas la destination des armes récupérées entre les mains irresponsables.

VICTIMES DE LA VIOLENCE ARMEE

Ces conflits attisés par la prolifération des armes légères et de petits calibres ont fait des nombreuses victimes parmi la population civile à l'Est de la R D Congo.

Aucune couche ou classe sociale de la population de l'Est du pays n'a été épargnée par les effets de la guerre.

Les opérateurs économiques, les grands et petits commerçants ont été attaqués par les hommes armés. Ils ont été tués devant leurs enfants dans leurs domiciles et leurs biens ont été emportés.

Les étudiants, les travailleurs au service de l'Etat et privés, voire même les pauvres sentinelles et paysans ont été abattus par les hommes armés à la recherche de l'argent.

Ces incursions ont rendu pauvres plusieurs familles et ont poussé d'autres familles à abandonner leurs enfants et à vivre dans la misère totale.

Chaque fois que la nuit tombe, quelque part dans les villes et villages de l'Est de la R D Congo, il y a des familles qui sont visitées par les hommes en armes. Ils ne quittent jamais de ces maisons sans avoir laissé des dégâts matériels et humains.

Les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes, eux la voix de sans voix, se sont vus menaces des différentes manières : menaces de morts, attaques à domicile, arrestations, détentions, tortures et d'autres ont été obligés de quitter le pays craignant pour leur vie. Quelques cas illustratifs :

- Parmi les cas les plus frappants sont ceux de l'assassinat de Monsieur Pascal Kabungulu Kibembi, secrétaire exécutif de l'Ong de droits humains *Héritiers de la Justice*. Tué par les éléments armés des fusils mitrailleurs AK-47 et des couteaux dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août 2005 à son domicile dans la ville de Bukavu. Au cours de cette opération, des biens de valeurs ont été emportés : ordinateur portable, télévision, souliers de la victime, ainsi que l'argent. Lors du procès, le procureur militaire a accusé le Colonel Ilunga d'avoir ordonné l'assassinat. Le 12 décembre 2005 au cours de sa déposition, le Colonel Ilunga s'est emparé de l'arme d'un soldat, a menacé les spectateurs présents au procès et a tenté de s'enfuir de la salle d'audience.

- Il s'agit aussi de l'assassinat du journaliste Franck Ngyke de *La Référence Plus* ainsi que son épouse Hélène Mpaka devant leur résidence à Kinshasa par quatre hommes armés en date du 02 novembre 2005, alors que le couple rentrait chez lui. Selon les enfants du couple, les agresseurs ont dit qu'ils étaient venus pour tuer Ngyke et ils n'ont emporté aucun objet de valeur si ce n'est deux téléphones portables.

- Pour avoir dénoncé les violations des droits humains et la distribution des armes aux civils par les autorités provinciales de la Province du Nord- Kivu, Monsieur Richard Bayunda, Sheldon Hangi, Luanda Magellan, Charles Mukandirwa, défenseurs des droits humains des Ongs *CREDDO* et *ASPD*, *ASOPD* ont quitté la ville de Goma pour se réfugier à l'étranger.

- Monsieur Victor Amissi Sulubika, défenseur des droits humains et Coordinateur du *Projet GRAM- Kivu* basée à Bukavu dans la Province du Sud- Kivu a été victime de menaces de morts des éléments armés lors de la guerre en mai et juin 2004 à Bukavu. Il a été obligé de quitter la ville pour se réfugier à l'étranger. *Projet GRAM- Kivu* avait dénoncé les recrutements des enfants soldats et la circulation des armes légères, la préparation d'une guerre par les anciens membres et alliés du RCD- Goma et ainsi que les violations des droits humains perpétrées par les groupes armés.

- Selon un communiqué de presse du mois de mai 2006 de Reporters Sans Frontières, dans la soirée du 20 décembre 2005, Ladislas Kibiswa Itabingo, chargé des émissions en langue kirega de la radio rurale de l'Ong de développement Apide (Appui et conseils aux projets et initiatives de développement endogène), basé à Kamituga (Sud-Kivu), a été abattu par trois hommes en uniforme, au domicile d'une femme qui l'hébergeait à Bukavu.

Le journaliste s'était rendu à Bukavu pour voter dans le cadre du référendum constitutionnel du 18 décembre. Le mobile des assassins, qui ont également tué un vieillard qui habitait la même maison, n'est pas clair.

- Deux jours plus tard, le 23 décembre, Tuver Wundi, journaliste de la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC, radio publique), a été pris en otage, en

compagnie de sa famille, par un commando de cinq hommes armés qui ont saccagé son domicile de Goma (Nord-Kivu) et volé près de mille dollars, ainsi que des appareils électroniques.

- Le lendemain, Kady Azuba, journaliste du Centre Lokole, filiale de l'organisation internationale Search For Common Ground (SFCG), a été dévalisée par trois hommes armés en uniforme, alors qu'elle rentrait, dans la soirée, de la messe de Noël.

- Dans la nuit du 4 au 5 décembre, une jeune journaliste de la radio communautaire Messenger du peuple, Justine Kuonewa, basée à Uvira (environ 130 km de Bukavu), a été attaquée et dévalisée à son domicile par un commando d'au moins trois hommes armés et en uniforme. Après l'avoir ligotée et menacée, ses trois agresseurs ont emporté deux téléphones portables, un enregistreur à mini- disques, des cassettes audio, son carnet de notes, ainsi qu'un ordinateur, un téléviseur, deux enregistreurs à cassettes, 230 dollars en liquide et divers autres biens qu'elle devait remettre à son employeur.

- Quatre mois plus tôt, le 23 août 2005, Robert Kwigomba, journaliste de la RTNC à Bukavu, avait été retrouvé mort non loin de son domicile, avec des traces de liens aux poignets et aux pieds.

Des menaces de morts et agressions ont été fortes à l'égard des journalistes et medias à Kisangani, en Province orientale, à Lubumbashi et à Kinshasa. Avec comme acteurs principaux, les hommes en armes.

Lors des affrontements dans les villages ou dans la cité, les hommes sont aux fronts ou sont tués, tandis que les femmes et les enfants sont obligés de quitter leurs domiciles pour chercher des endroits plus sécurisants dans les villages voisins ou forêts.

Populations déplacées

En territoire de Rutshuru, dans la Province du Nord- Kivu, les combats entre l'armée du gouvernement et les soldats sous le contrôle du commandant présumé renégat Laurent Nkunda ont mené au déplacement de plus de 37.000 personnes. Quant à la Province de Katanga,, les affrontements entre les milices Mayi- Mayi et l'armée du gouvernement ont mené au déplacement de plus de 100.000 personnes a affirmé Amnesty International dans son communiqué de presse de février 2006. Ils sont les premières victimes de la violence et qui souffrent souvent de la faim et de la maladie.

Les femmes victimes de viols et violences sexuelles

Ce sont alors les femmes subissent des violences de tout genre et sont plus exposées à des maltraitances.

Et comme « les armes servent fréquemment à intimider les femmes pour leur imposer des relations sexuelles, ainsi que pour exercer sur elles d'autres actes de violence physique et psychologique », ce sont les hommes faisant partie de groupes armés qui commettent des sévices sur elles, notamment des viols collectifs.

Ces actes sont utilisés comme stratégie militaire et politique délibérées. C'est le cas à Bukavu, lors de la guerre en mai et juin 2004 (pendant 15 jours), lorsque les militaires fidèles à Jules Mutebutsi et Laurent Nkundabatware disaient aux victimes avant de passer en acte : « Vous refusiez que nous puissions être vos hommes, mais maintenant nous le serons par force ».

Ces actes de barbarie se faisaient pendant la journée et la nuit dans des maisons des paisibles citoyens après les avoir pillés et/ou battus. Personne pour porter au secours aux victimes lors des viols.

Des enfants de moins de 5 ans n'ont pas été épargnés. Avec humiliation et sans pitié et sur leur exigence, les filles ont été violées en présence de leurs frères ou parents, les femmes en présence de leurs maris et ou leurs enfants. Certains parents ont été tués, battus parce qu'ils n'ont pas accepté que leurs filles soient violées en leur présence. Et la manière dont ils se sont déchaînés pour violer les filles de tous les quartiers sous leur contrôle inquiète plus d'un. Les maisons étaient forcées pour vérifier la présence des filles.

Plusieurs cas de viols en cette période, ont été commis sans une mesure de protection contre une imminente contamination du VIH/ Sida par ces militaires dont il est toujours dit que plusieurs sont séropositifs.

Des témoignages horribles viennent de partout, particulièrement dans les territoires occupés par les rebelles rwandais hutus, Interahamwe et FDLR.

Au Nord- Kivu, en décembre 2004 « après les attaques contre Nyabyondo et les villages avoisinants, vingt-six femmes qui avaient été violées ont fui vers l'Est, vers la ville de Masisi. Les soldats ont utilisé la violence sexuelle ou la menace de la violence sexuelle pour empêcher des civils de retourner chez eux et aux champs ».

Les enfants victimes des conflits

Les enfants quant à eux ont vu leurs droits ignorés ou tout simplement bafoués à cause des conflits par les armes qui ont embrasé le pays. Plus de 50.000 enfants ont participé directement aux conflits en tant que soldats, ... « dont 12.500 filles » souligne le rapport de Save the Children. Des milliers d'autres enfants ont subi les effets de la guerre, ainsi la malnutrition a fait rage, les maladies infantiles ont tués des enfants dans les villages, les enfants ont rejoint la rue suite à la déscolarisation et la non scolarisation. Plusieurs enfants ont été exploités économiquement, des petites filles ont été rendues esclaves sexuelles, et victimes de la maltraitance.

L'ETAT CONGOLAIS FACE A SES RESPONSABILITES.

Le Gouvernement de la R D Congo ne doit pas se limiter à des déclarations politiques.

Les armes qui ont commencé à circuler et à être utilisées illégalement en R D Congo depuis les guerres ont fait d'innombrables victimes parmi les populations civiles et militaires. Elles ont rendu les habitants pauvres, traumatisés, terrorisés et démunis de tous leurs biens suite aux affrontements réguliers entre les parties en conflits, l'insécurité permanente et à cause de l'exploitation illégale de ses richesses du sol et du sous sol. Ce sont surtout les populations civiles qui sont victimes de toutes ces violences causées pas les armes légères.

Quand on observe à fond les causes de l'existence de ces victimes de guerre, l'on note la pertinence d'un engagement fort des autorités de la RD Congo dans l'éradication de cette violence. D'où le redoublement des efforts doit être visible.

Ces armes irresponsables transférées en R D Congo ont attisé les conflits et multiplié les violations des droits humains. Des pertes énormes en vies humaines ont été enregistrées

et les moyens de subsistance ont été réduits par la prolifération des armes légères et de petits calibres qui sont tombées entre les mains irresponsables.

Le traité international sur le commerce des armes s'avère impérativement nécessaire pour la R D Congo, afin de réduire le coût humain de la prolifération des armes.

Devant ces atrocités et l'augmentation sans cesse des victimes et de la violence dues à l'usage abusive des armes à feu, la R D Congo doit se joindre à d'autres pour décider de l'existence d'un traité international sur le commerce des armes. C'est un besoin très crucial pour le pays, car il entre dans une phase décisive de la préparation des élections et avant l'étape de la reconstruction du pays.

Il doit revoir tous ses engagements qui n'ont pas été respectés dans la gestion des armes légères et de petit calibres, aux aspects liés au commerce, à la détention, à l'entreposage et à l'utilisation des armes légères.

La véritable collaboration avec les pays voisins et la réhabilitation du climat de confiance entre eux est d'une importance capitale.

Pendant la rédaction de ce document, les pays se réunissent à New York pour la Conférence de révision 2006 (du 26 Juin au 7 Juillet) au cours de la quelle les pays participants doivent décider la mise en place du traité international sur le commerce des armes.

En R D Congo, des actions de grande envergure doivent être menées auprès de survivants de la violence armée, car ils ont été rendus très vulnérables, pauvres, traumatisés, ils « gardent souvent des blessures graves, des handicaps permanents et des traumatismes les empêchant de retrouver une vie normale,...Les effets physiques, sociaux, économiques et psychologiques de la violence armée représentent un lourd tribut non seulement pour les personnes ayant survécu à la violence directe, mais aussi pour leurs familles, amis, collègues et communautés » (IANSA).

Un accent particulier doit être mis sur la surveillance de circulation des armes légères entre les mains irresponsables, ce qui contribue à la commission de violations de droits humains et à l'insécurité qui s'en suit. Et étudier les possibilités de les récupérer.

Les lois nationales sur les armes légères et petits calibres doivent être révisées (Cfr la loi 085-035).

CONCLUSION

Le gouvernement de la R D Congo présent dans la conférence de révision 2006 ne doit pas y sortir sans penser à l'avenir des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui croupissent dans la misère à cause de la mauvaise gestion des armes légères et de petits calibres qui continuent à augmenter le nombre de victimes.

C'est l'une de condition pour l'avenir du pays après les élections qui interviendront le 30 Juillet 2006.

A travers la Campagne « Millions de visage », organisée par Amnesty International, Oxfam et le réseau IANSA, au cours de la quelle des millions de personnes

ont signé la pétition contre la prolifération des armes légères, la R D Congo doit dire un mot : « **Oui au traité international sur le commerce des armes** ».

Le Groupe de Recherches et d'Actions contre la Marginalisation au Kivu, (Projet GRAM – Kivu) s'est engagé depuis 1996 en R D Congo dans la lutte contre l'utilisation des enfants soldats dans l'armée, la prolifération des armes légères et de petits calibres (ALPC), a la mobilisation des ONGs de la société civile de la R D Congo pour la promotion et le défense des Droits Humains.

Des actions de plaidoyers et de lobbying sont organisées au niveau local, national et international en collaboration avec plusieurs Ongs et associations de droits de l'Homme (Partenaires et réseaux).

Il s'est joint au Réseau d'Action Internationale sur les Armes Légères (RAIAL) en tant que membre parmi les autres ONGs qui s'occupent des multiples facettes de la violence armée et du commerce des armes et participe aussi à la Semaine d'Action Contre les Armes Légères.

Campagne 2006 sur les armes légères

Cette année, **Projet GRAM- Kivu** a renforcé ses activités au cours de la semaine d'action contre les armes légères, dans la production des documents et matériels de sensibilisation :

- La production d'un CD de la musique intitulé « *Les Kadogo à l'Est de la R D Congo* », contenant des message sur la situation des enfants soldats et la situation causée par la prolifération des armes légères à l'Est de la R D Congo. Les CD ont été distribués aux medias, aux organisations de droits humains, humanitaires et Onusiennes pour diffusion.
- La publication des affiches qui soutient la mise en place d'un traité international de commerce sur les armes légères et sur les enfants soldats, s'adressant plus particulièrement au Gouvernement de la R D Congo.
- La production des autocollants qui dénonce l'utilisation des enfants de moins de 18 ans dans l'armée tout en soutenant leur démobilisation « *Protégez les enfants contre toute forme de violence* » ; ce qui a coïncidé au thème de la journée internationale des enfant africain célébrée le 16 juin 2006.

Projet GRAM- Kivu soutient la campagne « *Contrôlons les Armes* » pour un traité sur le Commerce des Armes en contribuant à la pétition du « *Million de Visages* » en soumettant des photos avant et lors de la Conférence de Révision des Nations Unies de 2006.



Quelques matériels de sensibilisation sur les Armes Légères et Petit Calibres (Affiches, CD, autocollants) produits par Projet GRAM- Kivu lors de la Campagne en 2006..

Groupe de Recherches et d'Actions contre la Marginalisation au Kivu

(Projet GRAM – Kivu)

“ Vos Armes ont assez fait des victimes ”

Juillet 2006

Projet GRAM – Kivu contribue activement au programme de démobilisation, désarmement et de la réinsertion des enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) à travers la Coalition pour mettre fin à l'Utilisation des enfants soldats en R D Congo et au niveau international.

Il utilise les médias (Feuillets, bulletins, radios, Internet) et autres moyens de diffusion pour faire passer des messages sur les ALPC, les Enfants soldats, les Droits humains, la Paix ; publie des rapports et affiches dans ces domaines.

Victor AMISSI SULUBIKA

Coordinateur du Projet GRAM – Kivu,

Chercheur et Défenseur des Droits de l'Homme

E- mail : amsulvic1@yahoo.ca

Web site : www.gramkivu.org

Juillet 2006